




Envoyé en préfecture le 12/07/2021
Reçu en préfecture le 12/07/2021
Affiché le 
ID : 034-213401342-20210708-2021_42-DE

CONVENTION OPERATIONNELLE DE PROGRAMMATION AGROECOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DE L'ESPACE AGRONATUREL DU CLOS DU PARC DE LAVERUNE CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS OCCITANIE – COMMUNE DE LAVERUNE - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole, dont le siège est situé au 50, place Zeus, 34961 Montpellier,

Représentée par Monsieur Michaël Delafosse, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, dûment habilité, par la délibération numéro, en date du, autorisant la signature de la présente convention de partenariat,

Ci-après désignée « La Métropole »,

D'UNE PART,

ET

La **commune de Laverune**, dont le siège est situé au Boulevard de la Mairie, 34880 Laverune

Représentée par Monsieur Roger Caizergues, Maire de Laverune, dûment habilité, par la délibération numéro, en date du, autorisant la signature de la présente convention de partenariat

Ci-après désignée « La commune de Laverune »,

D'AUTRE PART

Et

Le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie (CEN OCCITANIE), dont le siège est situé à Immeuble le Thèbes 26 Allée de Mycènes 34000 Montpellier,
Représenté par Arnaud MARTIN, en sa qualité de Président selon délibération du Conseil d'Administration en date du 12 septembre 2020,

Ci-après désigné le « CEN OCCITANIE »,

D'AUTRE PART

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Du fait de son appartenance au bassin méditerranéen, le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole fait partie des 35 « hots spots » mondiaux de biodiversité.

La très grande diversité d'écosystèmes rencontrés, du littoral aux causses, en passant par les étangs, les garrigues et la mosaïque d'espaces agricoles, accueille une diversité biologique exceptionnelle, qui entraîne une forte responsabilité dans la préservation de certains habitats naturels ou certaines espèces remarquables.

La commune de Lavérune fait partie de la Métropole de Montpellier, elle est située dans la plaine alluviale de la Mosson et de son affluent, le ruisseau de Lassédéron. Elle s'étend sur 718 ha et compte environ 3200 habitants.

L'agriculture est y est bien présente avec une partie Sud où de nombreuses parcelles sont utilisées en prairies ou en cultures annuelles et une partie Nord plus ancrée sur la viticulture, incluse en zonage AOC Languedoc St Georges D'Orques.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole

Convaincue que l'agroécologie est une réponse solide et durable aux enjeux d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé depuis 2015 une véritable démarche collaborative d'élaboration et de mise en œuvre d'une politique agroécologique et alimentaire ambitieuse. Résolue à l'inscrire dans la durée et à lui donner un rayonnement international, la Métropole a signé à Milan en octobre 2015 le pacte des politiques alimentaires urbaines, qui compte désormais plus de 210 villes signataires dans le monde entier.

La politique agroécologique et alimentaire (P2A) de la métropole a bénéficié en outre depuis octobre 2017 de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT) et sollicité au printemps 2021 le renouvellement de cette reconnaissance.

Cette politique territoriale s'appuie sur une coopération étroite avec ses 31 communes, les acteurs de l'écosystème alimentaire et agricole, la communauté scientifique et les territoires voisins.

L'objectif partagé par l'ensemble des acteurs du système Agroécologique et Alimentaire est de développer la résilience alimentaire du territoire, c'est-à-dire sa capacité du territoire à nourrir sainement et durablement tous les habitants de la Métropole et des territoires proches.

Dans la délibération fondatrice du conseil de métropole du 29 juin 2015, la feuille de route est construite autour de cinq finalités :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- soutenir l'économie et l'emploi agricoles et agroalimentaires ;
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles (biodiversité, qualité écologique des eaux, des sols et de l'air) ;
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique ;
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

Cette démarche s'est traduite notamment par la signature en octobre 2019 d'une Charte de la transition agroécologique et de l'alimentation durable en octobre 2019 avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, Pays de l'Or Agglomération, La Chambre d'Agriculture de l'Hérault, InPACT Occitanie, Terre et Humanisme, Civam Bio 34 et le MIN de Montpellier Méditerranée Métropole. Elle confirme la volonté de chaque partenaire d'inclure l'agroécologie et l'alimentation durable dans ses actions.

Ces démarches et ambitions trouvent notamment leur traduction dans le cadre du SCoT approuvé en 2019 et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal en cours ; il s'agit de préserver durablement à horizon 2040 au moins deux tiers du territoire métropolitain en espaces naturels et agricoles et de limiter l'urbanisation à un tiers du territoire, en priorisant le réinvestissement urbain et un urbanisme économe de l'espace.

Egalement, la révision du Plan Climat en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) engagée en 2018 vise, au-delà des objectifs définis par la loi à consolider l'action de la Métropole autour de sa politique énergie-climat, en combinant l'élaboration de son PCAET à de nombreuses thématiques transversales, environnementales et de développement et de gestion durables du territoire, afin de limiter l'impact du territoire métropolitain sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et les polluants atmosphérique, mais également en réduire sa vulnérabilité.

Au-delà de la préservation des terres, l'ambition est ainsi de construire un véritable projet agronaturel, répondant aux enjeux de la transition agroécologique et alimentaire et de reconquête environnementale. Il s'agit de consolider le potentiel productif de la « ferme métropolitaine » tout en contribuant à la préservation et à la restauration de l'environnement (biodiversité, paysages), de ses ressources (eau, sol, air), à la limitation des risques (notamment incendie et inondation) et à l'acclimatation du territoire.

Evoqué dès le SCoT de 2006, l'Agriparc de Lavérune dans lequel le projet du « le Clos du parc » s'inscrit aujourd'hui a également été inscrit à l'agenda 21 de l'agglomération de Montpellier dès 2012 ainsi qu'à celui de la commune. Le SCoT révisé approuvé en 2019 est venu confirmer son positionnement dans l'armature des espaces agricoles et naturels métropolitains et son rôle dans la mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentaire, qui identifie ce site comme « grand domaine support potentiel de fermes ressources ».

L'action de la commune de Lavérune

La commune porte depuis longue date une politique volontariste d'acquisition foncière dans les espaces naturels et agricoles permettant de limiter la spéculation foncière sur ce territoire sensible et convoité en proximité immédiate de la ville de Montpellier, accompagnée notamment par la SAFER.

Engagée dans une démarche d'Agenda 21, ses actions visent à préserver l'environnement par des actions liées fortement au développement agricole et à la préservation des espaces naturels, avec notamment un projet agri-urbain ambitieux sur le site de l'ancien domaine agricole du Château des Evêques.

En friche depuis de nombreuses années, ce site offre en effet un fort potentiel pour constituer le moteur du développement local dans la cadre d'un projet de territoire communal et métropolitain plus vaste, tissant des liens entre les espaces naturels autour des berges de la rivière de la Mosson, les espaces agricoles, le projet d'urbanisation, le château communal et son parc boisé. La commune souhaite d'une part, le développement d'une agriculture péri-urbaine de proximité par la réactivation agricole de 25 hectares de friches en cours d'acquisition et qui jouxtent le Château des Evêques (et son parc boisé), propriété communale.

Ce projet dénommé le « Clos du parc » entend mettre à disposition des terres fertiles et irriguées à des agriculteurs (installation de jeunes exploitants, intégration d'agriculteur locaux) pour réaliser des productions maraîchères, arboricoles, du petit élevage ou autres cultures. L'objectif de la commune de Lavérune est de promouvoir l'agriculture biologique, les circuits-courts ainsi que l'agritourisme et les projets éducatifs liés à l'agriculture et l'alimentation, dans un cadre coopératif.

La commune prévoit, d'autre part, d'y associer, sur environ 2,5 hectares, un programme de logements intégrant une forte proportion de logements sociaux ainsi que l'aménagement d'un nouvel espace public structurant, porte d'entrée vers l'espace agroécologique du « Clos du parc ». Ce projet, dénommé « *projet urbain du Hameau du Parc* » permettra de réaliser une continuité urbaine et paysagère avec le Château et le village mais également une zone d'interface entre le tissu résidentiel, les espaces agro-naturels et la coulée verte de la Mosson.

L'action du Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie

Le CEN OCCITANIE est une association loi 1901, créée en 1990 et déclarée à la Préfecture de l'Hérault au registre des associations sous le numéro W3430007458, qui contribue à la préservation d'espaces naturels et semi-naturels en Occitanie notamment par des actions de maîtrise foncière et de gestion de sites.

Association loi 1901 à but non lucratif et à gestion désintéressée, œuvrant pour l'intérêt général, ces différents rôles sont reconnus par la loi Grenelle II qui instaure une reconnaissance institutionnelle des Conservatoires d'espaces naturels dans leurs missions. Cette reconnaissance prend la forme d'un agrément conjoint Etat-Région (art. L. 414-11).

Le CEN OCCITANIE est agréé à ce titre depuis le 3 novembre 2015 et met en œuvre cette mission, dans le cadre suivant « *la préservation d'espaces naturels et semi-naturels notamment par des actions de connaissance, de maîtrise foncière et d'usage, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel sur le territoire régional. Ils mènent également des missions d'expertise locales et des missions d'animation territoriale en appui aux politiques publiques en faveur du patrimoine naturel* ». Cette dimension d'intérêt général est par ailleurs intégrée dans l'objet des statuts du CEN OCCITANIE.

Expert régional, le CEN OCCITANIE apporte un soutien technique à l'Etat, au Conseil régional, aux Conseils départementaux et aux collectivités locales sur les diagnostics environnementaux, la gestion de leurs espaces naturels et leur intégration dans les procédures territoriales ; il a développé une expertise reconnue en matière de gestion agroenvironnementale avec notamment

le projet d'Agroécopôle Fabrègues – Mirabeau de création d'un pôle d'excellence Agroécologique et Sociale, primé par le Ministère de l'environnement dans le cadre des Projets d'Investissement d'Avenir (PIA) au titre de l'appel à projet « Site Pilote pour la reconquête de la biodiversité ».

Le CEN et la Métropole ont d'ores et déjà engagé dans le cadre de conventions de coopération l'élaboration de la stratégie biodiversité du territoire de la métropole ainsi qu'une démarche d'élaboration d'un plan de gestion agroécologique au domaine de Viviers.

Le CEN OCCITANIE porte, aux côtés de France Active Airdie (association de financement solidaire dédiée aux entrepreneurs engagés et aux structures de l'agriculture durable), le projet TERRAES « Territoires engagés pour la transition Agro-écologique, sociale et Solidaire ».

Ce projet, fruit d'un mécénat avec la société Ocvia, vise à impulser la transition des territoires en favorisant l'émergence d'initiatives agroécologique en proposant notamment, un accompagnement sur mesure des collectivités locales dans le cadre de leurs politiques publiques territoriales en faveur de la transition agroécologique.

Objectifs communs

Dans un contexte de renforcement de la préservation et de la connaissance de la biodiversité et de transition agroécologique des territoires inscrits dans les politiques publiques, la Métropole, la commune de Lavérune et le CEN OCCITANIE ont constaté la convergence et la complémentarité de leurs intérêts et de leurs objectifs en matière de préservation du patrimoine naturel, de la biodiversité et des paysages et de développement de l'agroécologie.

En effet, compte tenu des spécificités méditerranéennes, les pratiques agro écologiques contribuent pleinement à la préservation de la biodiversité sur le territoire.

Parmi les thématiques particulières identifiés, la Métropole de Montpellier, la commune de Lavérune et le CEN OCCITANIE ont prévu de coopérer pour mener à bien des actions conjointes de développement de l'agroécologie et d'intégration des enjeux environnementaux dans les dynamiques agricoles du territoire. Il s'agit notamment d'accompagner la mise en œuvre opérationnelle et d'encourager la mise en réseau de projets multifonctionnels de territoire avec le développement des « fermes ressources ».

L'objectif est d'élaborer des projets communs pour déployer l'agroécologie sur le territoire, avec la mise en œuvre d'actions concrètes pour impulser et soutenir les nouvelles formes d'installation, promouvoir l'entrepreneuriat agroécologique et faire évoluer les pratiques agricoles, en étroite collaboration avec les acteurs de l'agriculture, de la préservation et de la gestion des espaces agro-naturels

A cette fin, il est proposé la présente convention opérationnelle de programmation agroécologique et environnementale de l'espace agro-naturel du Clos du parc de Lavérune.

Cette convention de coopération opérationnelle entre pouvoirs adjudicateurs est mise en œuvre en vue d'atteindre des objectifs communs à la Métropole, la commune de Lavérune et au CEN OCCITANIE dans le cadre de considérations d'intérêt général.

Le CEN OCCITANIE déclare en outre réaliser sur le marché concurrentiel moins de 20 % des activités concernées par cette coopération.

A ce titre, cette convention est régie par l'article L2511-6 du code de la commande publique, sous la forme d'une coopération publique-publique.

Projet

Article 1 : Objet de la Convention

Le CEN OCCITANIE accompagne les collectivités locales dans la définition et mise en œuvre de projets agroécologiques territoriaux conformément aux missions d'intérêt général qui lui sont confiées par le code de l'environnement au travers d'agréments [et à son Plan d'actions quinquennal 2021-2025](#).

Tenant compte de la multiplicité des enjeux sur ce site emblématique de la richesse environnementale et patrimoniale du territoire, la commune de Lavérune, la métropole de Montpellier et le CEN Occitanie ont souhaité établir un cadre de coopération publique-publique pour co-élaborer le projet agroécologique et environnemental du « clos du parc » dans ses différentes composantes et anticiper les étapes nécessaires à sa réalisation

Cette réalisation se fera conformément au plan d'actions co-élaboré entre les Parties qui a permis d'identifier trois principales séquences de travail :

1. Elaboration d'un diagnostic partagé : bilan de la connaissance et des démarches engagées
identification des acteurs, synthèse des enjeux
2. Définition des orientations et principes pour la conception agroécologique et la concertation territoriale
3. Elaboration d'une programmation détaillée et sa planification opérationnelle.

Une attention particulière sera portée tout au long du processus à l'exemplarité sociale et environnementale du projet ainsi qu'à l'innovation. Il s'agira notamment d'associer les [structures socio-professionnelles du](#) monde agricole dans une logique de co-construction du projet, d'élaborer une concertation avec la population pour favoriser l'implication citoyenne, de prendre appui sur les travaux engagés et à venir avec les établissements d'enseignement et de recherche.

Le détail de ces séquences de travail faisant l'objet de la présente convention de coopération est présenté au sein de la note méthodologique figurant à l'annexe 1.

Article 2 : Périmètre

Les stipulations de la présente convention concernent les espaces agraires du Clos du parc de Lavérune d'une superficie d'environ 25ha figurant à l'annexe 2.

Article 3 : Objectifs partagés et engagement des parties

La coopération entre la Métropole, la commune de Lavérune et le CEN OCCITANIE s'organise en fonction de l'objectif suivant :

- [co-élaboration d'un programme d'aménagement agroécologique et environnementale de](#) du Clos du parc de Lavérune associant les partenaires et acteurs du territoire ;

Il s'agira de co-élaborer un programme détaillé (aménagement et principes d'utilisation des espaces, définition d'ilots fonciers, schéma fonctionnel, etc.). Il doit également permettre de préciser les modalités de réalisation (implémentation/travaux) et de gestion cohérentes et durables de l'espace. Enfin, il doit permettre de définir le calendrier prévisionnel de l'opération ainsi que le cahier des charges de l'appel à candidatures des porteurs de projets agricoles. Un plan de financement de l'opération sera également co-construit.

La Métropole, la commune de Lavérune et le CEN OCCITANIE s'engagent à fournir les moyens nécessaires, notamment en termes de pilotage et de suivi, pour la mise en œuvre des actions ou réflexion inscrites dans cette convention.

Une organisation est mise en place pour le suivi de la coopération.

Elle est composée :

- d'un comité de suivi des actions (COTECH) composé de la commune de Lavérune, de la Métropole et du CEN Occitanie. Ce comité a pour rôle d'assurer la coordination, la mise en œuvre et le suivi de chacune des actions envisagées dans le cadre du présent partenariat.
- d'un comité de pilotage (COPIL) composé de la commune de Lavérune, de la Métropole et du CEN Occitanie. Il est chargé de définir les orientations et de valider les propositions d'actions et les moyens nécessaires à leur réalisation.

Ces deux instances doivent permettre de ~~Il est également chargé de~~ faire le lien des actions de la coopération avec le programme du projet urbain du « Hameau du Parc ».

Ces comités se réuniront chacun au moins 3 fois au cours du déroulement du plan d'action défini.

Les comités de pilotage seront convoqués par la commune de Lavérune, qui pourra proposer d'y associer tous partenaires qu'elle estimera nécessaire.

Les comités de suivi des actions seront convoqués par le CEN Occitanie, qui pourra proposer d'y associer tous partenaires qu'il estimera nécessaire, en fonction des différentes phases du plan d'actions de la coopération.

L'ordre du jour des comités sera fixé de concert par la commune de Lavérune, la Métropole et le CEN OCCITANIE et les dates de réunion seront fixées en concertation avec les différents membres.

Les décisions prises au cours des comités de pilotage et de suivi seront arrêtées d'un commun accord et feront l'objet, le cas échéant, de validation par les instances compétentes des deux parties.

Article 4 : Modalités financières

Projet mai 2021

La prise en charge financière des sommes engagées (masse salariale, locaux et frais associés, frais de déplacements...) pour élaborer conjointement la programmation agroécologique et environnementale du Clos du parc de Lavérune dans le cadre de la présente coopération, sera répartie comme suit :

- CEN OCCITANIE : 40 %
- Commune de Lavérune : 30 %
- Montpellier Méditerranée Métropole : 30 % ;

La Métropole et la commune de Lavérune contribueront au remboursement des frais engagés par le CEN OCCITANIE dans la limite de 13 500 € HT chacune, sur justificatifs de dépenses.

Les montants des frais supportés et engagés par les parties font l'objet d'une annexe financière à la présente convention (Annexe 3).

Cette annexe pourra être révisée en cas de révision des moyens nécessaires à la réalisation du plan d'actions et/ou à la reconduction de la présente convention.

Article 5 : Obligations comptables et contrôle de l'utilisation des fonds

Le CEN OCCITANIE s'engage à transmettre à la Métropole et à la commune de Lavérune pour remboursement des frais engagés :

- au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année, un état de sommes justifiées, relatif à la présente convention ;
- à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant la clôture comptable, un compte rendu financier qui retrace l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention ainsi que le bilan et le compte de résultat du dernier exercice clos.

Article 6 : Propriété des données - Communication

Chacune des parties veillera à ce que la lisibilité du partenariat soit assurée auprès des publics, partenaires et interlocuteurs.

Les Parties s'engagent à apposer leur logo respectif sur toutes les publications inhérentes à la coopération.

Le CEN OCCITANIE apportant sa contribution au titre du projet TERRAES aux côtés de France Active Airdie, les Parties s'engagent à valoriser ce projet au titre des actions de communication qui seraient menées.

Le CEN OCCITANIE tiendra la Métropole et la commune de Lavérune informée des opérations de communication qu'il effectue afin de lui permettre d'assurer la cohérence et la convergence des actions menées dans le cadre de leur coopération.

Projet mai 2021

Le CEN OCCITANIE est signataire de la charte régionale du SINP et de fait, adhérent de ce dernier. Dans ce cadre, le CEN OCCITANIE s'engage à mettre à disposition du SINP toutes les connaissances naturalistes produites dans le cadre de la présente convention.

La Métropole et le CEN OCCITANIE s'engagent à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations ou les renseignements de nature confidentielle sur les travaux.

Article 7 : Durée

La présente convention de coopération est établie pour une durée de 1 an à compter de la date de signature.

Elle pourra être modifiée par avenant signé par la Métropole, la commune de Lavérune et le CEN OCCITANIE.

La mise en œuvre du plan d'actions se déroulera selon le calendrier prévisionnel identifié à l'annexe 1.

Article 8 : Responsabilité

8.1 – Les matériels et équipements mis par une Partie à la disposition de l'autre ou financés par cette Partie dans le cadre d'un accord spécifique, restent la propriété de celle-ci. En conséquence chaque Partie supportera la charge des dommages subis dans le cadre de l'exécution du programme par les matériels, installations et outillages dont elle est propriétaire, y compris les matériels confiés à l'autre Partie et les matériels en essais, même si l'autre Partie est responsable du dommage sauf faute lourde ou intentionnelle de cette dernière.

8.2 – Dans le cadre du programme, des agents de l'une des Parties restant payés par leur employeur peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'autre Partie. Le personnel se trouve alors placé sous l'autorité et doit se conformer au règlement intérieur de l'établissement dans lequel il travaille. Toutes instructions utiles lui sont données à ce sujet au moment de son affectation.

Chaque Partie continue toutefois d'assumer, à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc). Toutes les indications utiles et notamment les éléments d'appréciation indispensables sont fournis par l'établissement qui utilise effectivement les services du personnel.

Les Parties assurent la couverture de leurs agents respectifs en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

En revanche l'organisme d'accueil assume la responsabilité civile concernant les actes des agents de l'autre Partie travaillant dans ses laboratoires comme s'il s'agissait de son propre personnel, et ce en vertu du fait que ces personnels sont, comme il est dit plus haut, placés sous l'autorité et soumis au règlement intérieur de l'établissement d'accueil.

Article 9 : Résiliation - Litige

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en trois exemplaires originaux, le :

Pour Montpellier Méditerranée Métropole

Pour la commune de Laverune

Monsieur le Président

Monsieur le Maire

Pour le CEN OCCITANIE

Le Président

Envoyé en préfecture le 12/07/2021

Reçu en préfecture le 12/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 034-213401342-20210708-2021_42-DE

Annexe 1 : Synthèse méthodologique

Annexe 2 : Plan de situation

Projet

Annexe 3 : Annexe financière

Séquence de travail	Descriptif détaillé	Quantité (jours)	Frais / jour	Total
BILAN, DIAGNOSTIC PHASE PREPARATOIRE	1.1 Analyse de l'existant			
	<i>Collecte des données, analyse des documents et synthèse. Aide à la définition des invariants</i>	5	500	2500
	1.2 Complément d'études			
	<i>Complément connaissance biodiversité - Etat initial faune / flore / habitat</i>	8	500	4000
	<i>Etat des lieux filières</i>	2	500	1000
	<i>Diagnostic du sol (profil culturaux, relevé topaux)</i>	0	0	0
	<i>Diagnostic forages</i>	0	0	0
	1.3 Préparation de la phase de conception			
	<i>Préparation de la méthode de conception de l'espace agroécologique</i>	6	500	3000
	<i>Appui à la préparation de la concertation territoriale</i>	1,5	500	750
PHASE CONCEPTION	2.1 Pilotage de l'étude de faisabilité technico - économique de l'espace agroécologique			
	<i>Préparation et animation de 4 ateliers de conception avec partenaires techniques</i>	14	500	7000
	<i>Analyse économique et financière</i>	4	500	2000
	2.2 Concertation territoriale	0	0	0
	2.3 Etude exploratoire sur le bâti agricole	0	0	0
	2.4 Production d'une note réflexive	4	500	2000
	2.5 Evaluation des scénarios en lien avec les acteurs du territoire	1,5	500	750
PLANIFICATION	2.6 Etude de faisabilité juridique du projet collectif	2	500	1000
	3.1 Elaboration du programme détaillé	10	500	5000
Missions transversales	3.2 Construction du plan de financement	4	500	2000
	<i>Définition et mise en place du projet, mobilisation partenaires et prestataires</i>	5	500	2500
	<i>Coordination, pilotage, suivi</i>	11	500	5500
	<i>Participation aux COPIL et COTECH</i>	12	500	6000
	Total	90		45000